

AKTUELL

ÉLECTRICITÉ

Réforme des tarifs

Tatiana Salvan

Au 1er janvier, une nouvelle grille tarifaire de l'électricité entrera en vigueur. Mais la mesure, qui s'ajoute à la hausse considérable du prix de l'énergie à venir, inquiète.

Afin d'encourager les consommateur-rices à limiter leur consommation d'électricité durant les heures de pointe, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) va introduire une nouvelle grille tarifaire pour les ménages et les commerces, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2025. Des niveaux de puissance de référence seront assignés aux consommateur-rices, calibrés en fonction des usages et des profils les plus courants et attribués selon l'historique de consommation personnelle. L'énergie consommée au-delà du seuil fixé sera facturée à un prix supérieur. Combien ? On l'ignore encore : l'ILR doit étudier les propositions des gestionnaires de réseaux. Mais typiquement il coûtera plus cher d'allumer son four, de recharger sa voiture électrique ou de lancer une machine à laver le soir qu'en milieu de matinée, et il vaudra mieux éviter d'utiliser ses appareils en même temps si on ne veut pas voir sa facture exploser.

Pour justifier ce nouveau tarif, qui se veut « plus équitable » car il reflétera les « coûts réels d'utilisation », l'ILR met en avant l'évolution des usages dans un contexte de transition énergétique et table sur une augmentation des usages simultanés. « La hausse des flux est parfaitement gérable à l'heure actuelle, notamment grâce à l'excellente qualité des réseaux du pays. En revanche, elle devrait conduire, à l'avenir, à la nécessité d'augmenter la capacité requise sur les réseaux », explique l'institut, qui « invite » les usager-ères à « une plus grande flexibilité dans l'utilisation des réseaux ». Adapter la consommation aujourd'hui permettrait donc d'avoir moins d'investissements à faire sur le réseau à long terme, comme l'a également mis en avant la ministre Elisabeth Margue, dans sa réponse à une question parlementaire. « Le coût des développements de réseaux étant fortement influencé par des pics de puissance, ceux-ci déterminent la taille des équipements nécessaires au bon fonctionnement des réseaux », a-t-elle expliqué.

Un nouveau coup dur pour les ménages, alors que se profile également la hausse du coût de l'électricité ? À la fin de l'année en effet, le bouclier tarifaire, instauré en 2022 afin de limiter la hausse des prix de l'énergie, arrivera à échéance et, de fait, l'électricité augmentera dès le 1er janvier.

Face aux spectaculaires prévisions du Statec, qui pronostique une hausse du prix de l'électricité de 60 pour cent, le gouvernement a finalement annoncé maintenir en 2025 une enveloppe de 171 millions d'euros destinée à supporter la moitié de cette augmentation, mais les consommateur-rices devraient tout de même payer l'électricité 30 pour cent plus cher.

Fin du bouclier tarifaire

Cette concordance des échéances a immédiatement été jugée « problématique » par Déi Lénk. La gauche pointe dans un communiqué l'opacité d'un « nouveau tarif [qui] sera de facto escamoté sur les factures d'électricité ». La nouvelle grille risque en effet de pénaliser les ménages les plus modestes, qui n'ont pas la possibilité de modifier leurs habitudes de consommation, faute de pouvoir faire du télétravail et de moyens pour acquérir des appareils intelligents et programmables à distance. Risquent aussi d'être pénalisés toutes celles et ceux qui se sont tournés vers la voiture électrique ou la pompe à chaleur, largement promues ces dernières années.

Le gouvernement pour sa part l'assure, « la nouvelle structure tarifaire aura très peu d'impact sur la majorité des clients » et « un dépassement régulier de la puissance de référence est tout à fait normal » – « il n'est donc pas nécessaire d'éviter ces dépassements à tout prix ». Pour celles et ceux qui disposent d'appareils à forte consommation, la ministre Margue suggère d'en limiter la puissance maximale et de ne pas les utiliser en même temps.

Si Déi Lénk dit n'être pas opposé par principe aux différents tarifs d'électricité, le parti estime cependant que cette nouvelle tarification n'encouragera pas les économies d'énergie, car elle ne prend pas en compte la consommation totale mais uniquement le temps de consommation. Surtout, les ménages luxembourgeois ne consomment que 15 pour cent de l'électricité totale, tandis que l'industrie, les commerces et les immeubles de bureaux en consomment 80 pour cent. Ce n'est donc pas à eux d'ajuster en priorité leur consommation, fulmine la gauche, pour qui la solution est toute trouvée : « Si la consommation d'électricité est trop importante pendant les heures de pointe en fin de journée, nous suggérons d'éteindre les surfaces publicitaires numériques et l'éclairage des vitrines pendant ces heures » !

SHORT NEWS

Des lacunes dans l'adaptation au changement climatique

(mes) – Alors que dans son ensemble l'Union européenne est sur la bonne voie pour s'adapter au changement climatique, des projets spécifiques présentent des insuffisances ou conduiraient même à une maladaptation. Voilà ce que dévoile un rapport du 16 octobre de la Cour des comptes européenne, qui préconise une adaptation « plus intelligente, plus systématique et plus rapide ». Des 36 projets d'adaptation audités entre 2014 et 2020 dans quatre États membres – l'Autriche, l'Estonie, la Pologne et la France – seulement 19 luttent efficacement contre les effets de la crise climatique. Selon le rapport, la capacité d'adaptation des autres serait négligeable et trois des projets – notamment une augmentation des zones d'irrigation – mèneraient même à empirer la crise. Ces conflits de priorité, couplés à une faible communication entre les gouvernements et les communes locales et à une utilisation de données scientifiques obsolètes, obstruent un progrès plus rapide, sentence la Cour : « Il est à craindre que l'action de l'UE en matière d'adaptation évolue moins vite que le changement climatique. » La loi européenne sur le climat de février 2021 prévoit une Union « résiliente » face au changement climatique d'ici 2050. Or, les températures moyennes ne cessent d'augmenter, l'année 2024 marquant des nouveaux records : ce septembre était le 14e mois sur les 15 derniers à dépasser le seuil de 1,5°C. Au Luxembourg, une étude du GEO-NET et du Luxembourg Institute of Science and Technology prévoit une augmentation de la température ressentie dans les villes entre 0,7 et 2,7 °C d'ici 2060. « Il faut s'adapter de toute urgence », avertit la Cour. Des adaptations qui devraient aller main dans la main avec une réduction des émissions.

Pirates : ça sent le naufrage

(fg) – La saignée se poursuit chez les pirates, la conseillère communale de Differdange Morgan Engel ayant annoncé, lundi 21 octobre, qu'elle quitte un parti dans lequel « le travail politique est devenu impossible », fait-elle valoir. Depuis cet été, les pirates sont plongés dans une profonde crise opposant leurs deux figures de proue, les députés Sven Clement et Marc Goergen, qui s'accusent mutuellement de management toxique et de harcèlement au sein de la formation, mais aussi d'avoir usé des deniers du parti à des fins personnelles. En juillet, c'est le député Ben Polidori qui avait claqué la porte des pirates, auxquels il avait offert un troisième siège aux législatives. Il a mis en cause les valeurs dévoyées du parti et sa gouvernance. La conseillère communale pirate de Luxembourg Marie-Marthe Muller avait fait de même fin septembre. Au grand bonheur du LSAP, qui a ramassé la mise à chaque fois, les trois élu-es venant gonfler ses rangs. Comme un malheur n'arrive jamais seul, la justice a annoncé, mardi 22 octobre, que le parquet européen s'est saisi de l'affaire Malt, du nom d'une application de traduction destinée aux réfugiés, impliquant les pirates. Le parti avait obtenu des financements nationaux et européens pour sa conception, mais le produit n'a jamais vu le jour. Selon le sondage « Sonndesfro », publié par le Wort et RTL il y a une dizaine de jours, le parti ne rassemble plus aujourd'hui que 3,2 % des intentions de vote, ce qui ne lui permettrait même plus de décrocher un siège à la Chambre. Le navire commence à sérieusement prendre l'eau.

EU-Mindestlohn: Murkst Mischo?

(tf) – Der „Europäische Gewerkschaftsbund“ (Etuc) schlägt Alarm: Die Mehrheit der EU-Mitgliedstaaten habe noch immer nicht mit der Umsetzung der EU-Direktive für einen europäischen Mindestlohn in nationales Recht begonnen. Die Frist für den Abschluss des gesamten Prozesses läuft bereits Mitte kommenden November ab. Dennoch hätten nur sechs Länder bislang einen Entwurf für ein solches Gesetz vorgelegt, darunter Luxemburg, so der Gewerkschaftsdachverband in einer Pressemitteilung. Arbeitsminister Georges Mischo (CSV) hatte die Eckpunkte seines Entwurfs am Mittwoch vergangener Woche in der zuständigen Kommission präsentiert. Die wichtigste Neuerung ist allerdings einzig die Schaffung eines beratenden Gremiums. Ansonsten habe Luxemburg laut Mischo die wesentlichen Anforderungen der Direktive bereits erfüllt. Andere Länder, darunter Deutschland, argumentieren ähnlich. Die Opposition kritisiert, der Minister habe es versäumt, den Mindestlohn deutlich anzuheben, um so dem Geist der Richtlinie gerecht zu werden. Mischo hingegen ist der Ansicht, dies allein könne die hohen Wohnkosten im Land ohnehin nicht kompensieren. Die Erarbeitung und Umsetzung der im Oktober 2022 verabschiedeten EU-Direktive war ein Steckenpferd von Nicolas Schmit (LSAP), der in der vergangenen Legislaturperiode der EU-Kommission für Beschäftigung und soziale Rechte zuständig war (siehe „Güterkorb oder Arbeitskampf“ in woxx 1661).